

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 30/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Petroineos Manufacturing France SAS

Avenue de la Bienfaisance
BP 6
13117 Martigues

Références : GD/JPP-D-1184-MRT-2024
SPR/1073/2024
Code AIOT : 0006402211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement Petroineos Manufacturing France SAS implanté 6, Avenue de la Bienfaisance BP 6 - Lavéra 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à un incendie s'étant déclaré sur une tuyauterie de l'unité de désulfuration de gazole HDS2. L'incendie consistait en une fuite enflammée de produit composé de gazole et d'hydrogène.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Petroineos Manufacturing France SAS
- 6, Avenue de la Bienfaisance BP 6 - Lavéra 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006402211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société PETROINEOS, filiale à 50,1 % du groupe INEOS et 49,9 % du groupe PETROCHINA, possède deux raffineries dans le monde situées à Grangemouth en Ecosse et à Martigues-Lavéra en France. Leur capacité totale de traitement représente 410 000 barils/jour soit 20 millions de tonnes de carburant par an (dont 10 pour Lavéra) et le chiffre d'affaire annuel est de l'ordre de 15 milliards de dollars.

La raffinerie de Martigues est implantée sur la plateforme pétrochimique de Lavera (220 ha pour la raffinerie et 206 ha pour la chimie). Elle est composée de plusieurs unités qui fabriquent une large gamme de produits issus du raffinage du pétrole brut, commercialisables sur le marché. Ces produits sont commercialisés par terre, fer, mer, pipelines ou consommés par les autres sociétés de la plate-forme.

En période de marche normale le site accueille entre 150 et 200 opérateurs par jour. En période d'arrêt le nombre d'opérateurs présents sur site peut s'élever à 500 par jour.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet
2	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Sans objet
3	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 24/05/2014, article 8	Sans objet
4	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 24/05/2014, article Annexe I – Point 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite le lendemain de l'incendie a permis de constater la bonne gestion et organisation l'exploitant lors des situations d'urgence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Obligation de déclaration
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : L'inspection de ce jour fait suite à un incident survenu le 22 juillet 2024. L'incendie a été découvert par un calorifugeur vers 10h50. Les pompiers ont été alertés à 10h53 et l'arrêt d'urgence déclenché à 10h55. Le POI a été déclenché à 11h06. L'Inspection a en premier lieu été informée de l'incident par un représentant du centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) vers 11h30. L'Exploitant a contacté l'astreinte de la DREAL à 11h38. Il a également contacté la mairie de Martigues et a tenté de

<p>contacter la préfecture. Il est à noter que le numéro de contact dont dispose l'Exploitant pour l'UD13 de Martigues dans le cadre d'un incident est obsolète, de même que le numéro de contact de la préfecture pour la déclaration d'incident par les industriels. Les informations à jour ont été fournies lors de l'inspection et il a été demandé à l'Exploitant de mettre à jour les coordonnées des personnes ou des administrations à contacter en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>Un message a été diffusé sur Allo Industrie à 11h43.</p> <p>La première version de la fiche gravité/perception (fiche GP) a été reçue à 11h51, et a été suivie de deux révisions, respectivement à 11h57 et 13h03.</p> <p>L'Exploitant indique qu'en termes d'alerte, le DOI a tardé à appeler les autorités pensant que ces premières mesures avaient été réalisées avant sa prise de direction des opérations de secours. Il est ainsi demandé à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour que ce type de situation ne se reproduise pas.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rapport d'accident

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident et analyse des cause profondes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a rappelé à l'Exploitant la nécessité de préparer un rapport d'accident. Celui-ci a transmis un rapport préliminaire d'accident le jour de la visite, rappelant la chronologie des événements et présentant une première analyse de la situation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Système de gestion de la sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/05/2014, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre du SGS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement . Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures</p>

et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'Exploitant a mis en place un SGS. Celui-ci est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I de l'arrêté du 24 mai 2014. Celui-ci fait référence entre autres à des procédures générales (PG) et des procédures de sécurité (PS). Le chapitre 5 du SGS de l'Exploitant est consacré à la gestion des situations d'urgence. La PS-1514 décrit l'organisation mise en place pour la raffinerie PIMF pour la lutte contre les sinistres. Son POI est rédigé selon une trame définie dans la PS-1515. L'Exploitant a rappelé lors de la visite le déroulement des opérations selon ces procédures lors d'un accident.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/05/2014, article Annexe I – Point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et performances
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : L'Exploitant met en œuvre des procédures pour détecter les accidents et les accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances de mesures de prévention, pour organiser les enquêtes et les analyses nécessaires, pour remédier aux défaillances détectées et pour assurer le suivi des actions correctives. Des bilans réguliers sont établis. PIMF dispose ainsi d'une base de données informatique de gestion de la sécurité dans laquelle sont notamment enregistrés, sous forme de compte rendu d'évènement (CRE), l'ensemble des événements liés à la sécurité : presque incidents, incidents, accident, audits... Cet outil permet également l'enregistrement des actions correctives et d'en assurer le suivi. La Direction HSE PIMF assure un suivi de la bonne utilisation de cette base de données et réalise des analyses statistiques de l'ensemble des incidents qui y sont enregistrés soit globalement, soit par société. La DHSE est également responsable du retour d'expérience des événements remarquables qui y sont enregistrés et ayant fait l'objet d'actions de progrès d'intérêt général vers les sociétés de la plateforme et vers le groupe INEOS.
Type de suites proposées : Sans suite